

## **Bibliographie :**

### **Pour le droit public général**

- Bernard Stirn, Yann Aguila, *Droit public français et européen*, Dalloz 2021.

### **Pour l'histoire du droit public et du droit constitutionnel**

- Elisabeth Zoller, *Introduction au droit public*, éd. Dalloz, 2013.
- Marcel Morabito, *Histoire constitutionnelle française de 1789 à nos jours*, LGDJ, 2014.
- Jacques de Saint Victor et Thomas Branthôme, *Histoire de la République en France. Des origines à la Ve République*, éd. Economica, 2018.
- Daniel Amson, *Histoire constitutionnelle française*, LGDJ, 2014-2016 (3 volumes parus, va de 1789 à 1830).

### **Pour la théorie constitutionnelle et la Ve République**

- Elisabeth Zoller, Wanda Mastor, *Droit constitutionnel*, PUF, 2021.
- Francis Hamon et Michel Troper, *Droit constitutionnel*, LGDJ, 2021 (ou une édition antérieure).
- Jean-Jacques Chevallier, Guy Carcassonne, Olivier Duhamel, Julie Benetti, *Histoire de la Ve République*, éd. Dalloz, 2017.

### **Pour le commentaire de la Constitution de 1958 :**

- Guy Carcassonne et Marc Guillaume, *La Constitution introduite et commentée*, éd. du Seuil, coll. Points.

### **Pour prolonger le cours:**

Jean-Eric Schoettl, *La démocratie au péril des prétoires. De l'état de droit au gouvernement des juges*, Gallimard, 2022.

Lauréline Fontaine, *La constitution maltraitée: Essai sur l'injustice constitutionnelle*, éd. Amsterdam, 2023.

## **INTRODUCTION GENERALE**

### Définition du droit

- 1) Le droit est un ensemble de normes garanties et sanctionnées par un Etat
- 2) Le droit est un système de normes valides
- 3) La distinction du droit public et du droit privé

## **§ 1 – LE DROIT DE LA PUISSANCE ET DU SERVICE PUBLICS**

### *A – LE DROIT PUBLIC EST LE DROIT DE LA PUISSANCE PUBLIQUE*

- 1) Les décisions de l'Etat sont obligatoires et sont exécutoires.
- 2) La contrainte dans l'exécution
- 3) Le monopole de la violence physique légitime

« L'État est cette communauté humaine qui, à l'intérieur d'un territoire déterminé ... revendique pour elle-même et parvient à imposer le monopole de la violence physique légitime. »

### *B – LE DROIT PUBLIC EST LE DROIT DU SERVICE PUBLIC*

- 1) Intérêt général
- 2) Du bien commun à l'intérêt général
- 3) Deux conceptions de l'intérêt général
- 4) L'intérêt général et la doctrine du service public

## **§ 2 – LE FONDEMENT ETATIQUE DU DROIT PUBLIC MODERNE**

### *A – LA CONSTITUTIONNALISATION DU DROIT PUBLIC*

- 1) Les notions de droit public et de droit constitutionnel
- 2) Constitution et démocratie
- 3) La hiérarchie des normes
- 4) La constitutionalisation des principes fondamentaux du droit public

### *B – IMPORTANCE DES DROITS PUBLICS ANGLAIS, AMERICAIN ET FRANÇAIS DANS LA GENESE DU DROIT PUBLIC CONTEMPORAIN*

- 1) 1688
- 2) 1776
- 3) 1789

### *C – LES TRANSFORMATIONS CONTEMPORAINES DU DROIT PUBLIC*

- 1) La protection des droits fondamentaux
- 2) La régulation par le marché lui-même régulé par l'Etat

## **PREMIERE PARTIE – THEORIE GENERALE DE L’ETAT**

### **CHAPITRE 1 – DEFINITION DE L’ETAT**

- 1) L’Etat est une forme d’organisation politique
- 2) L’assise territoriale de la souveraineté
- 3) Le caractère sédentaire du peuple.

### **SECTION 1 – GENESE DE L’ETAT MODERNE**

#### **§ 1 – La revendication d’une puissance par dessus tous**

##### *A – La naissance de la souveraineté*

- 1) La loi du monopole
- 2) *Rex Franciae*
- 3) Consolidation du principe dynastique
- 4) La naissance d’une capitale et d’une administration

##### *B – Naissance et affirmation du principe monarchique*

- 1) Le roi, souverain-juge
- 2) Le roi souverain-législateur
- 3) La systématisation de la théorie de la souveraineté par Jean Bodin

#### **§ 2 – La territorialisation de la puissance publique (de l’Empire à l’Etat)**

- 1) De l’Empire à l’Etat
- 2) *Rex Franciae in regno suo princeps est.* Le roi de France est princeps en son Royaume
- 3) Le traité de Westphalie et la naissance du *jus publicum europaeum*

#### **§ 3 – La sécularisation de la puissance publique (de l’Eglise à l’Etat)**

- 1) Théorie des deux glaives
- 2) Le conflit entre Philippe Le Bel et Boniface VIII (1296-1303)
- 3) Autonomie de l’Etat
- 4) Gallicanisme

## **SECTION 2 – L'INSTITUTIONNALISATION DU POUVOIR**

### **§ 1 – Les expressions de l'institutionnalisation du pouvoir**

- 1) Les deux corps du roi
- 2) La notion de Couronne
- 3) La théorie de la personnalité de l'Etat

### **§ 2 - La naissance de l'administration**

- 1) « L'Etat, c'est moi »
- 2) La distinction de la fonction administrative et de la fonction politique
- 3) La centralisation jacobine
- 4) La réorganisation de l'administration par Napoléon

## **CHAPITRE 2 - LA SEPARATION DES POUVOIRS**

### **SECTION I - DU GOUVERNEMENT MIXTE AU REGIME PARLEMENTAIRE**

#### **§ 1 – La Glorieuse Révolution anglaise et le Bill of Rights de 1688/89**

##### *A – LA REVOLUTION DE 1688*

- 1/ Une révolution contre l'absolutisme
- 2/ Importance de la Révolution de 1688 et gouvernement mixte.
- 3/ La rule of Law

##### *B – LE BILL OF RIGHTS*

- 1/ Une déclaration des droits
- 2/ Un serment

#### **§ 2 – La doctrine de la séparation des pouvoirs**

##### *A – LES FONDEMENTS THEORIQUES DE LA CONCEPTION DE MONTESQUIEU*

- 1/ Une anthropologie pessimiste
- 2/ La naissance de la fonction judiciaire

##### *B – LE PRINCIPE DE LA COLLABORATION DES POUVOIRS*

- 1/ La distinction des trois puissances
- 2/ Organisation de la puissance judiciaire
- 3/ Organisation de la puissance législative
- 4/ La puissance exécutive
- 5/ Faculté de statuer et faculté d'empêcher

### **§ 3 – Le régime parlementaire**

#### *A - LA RESPONSABILITE DES MINISTRES*

- 1/ L'irresponsabilité du monarque
- 2/ La procédure d'impeachment
- 3/ Le gouvernement de cabinet

#### *B – LA DISSOLUTION DE LA CHAMBRE DES COMMUNES*

- 1/ La dissolution de 1784
- 2/ Les conséquences de la dissolution
- 3/ Le régime parlementaire moniste

## **SECTION II - LA SEPARATION DES POUVOIRS EN AMERIQUE**

### **§ 1 – La constitution normative et la séparation du pouvoir constituant et des pouvoirs constitués**

#### *A – LA REVOLUTION AMERICAINE ET L'INDEPENDANCE*

- 1/ Les premières colonies anglaises
- 2/ La Révolution américaine
- 3/ La Déclaration d'indépendance
- 4/ Création d'une Fédération américaine

#### *B – LA CONSTITUTION NORMATIVE ET LA SEPARATION DES POUVOIRS CONSTITUANT ET CONSTITUES*

- 1/ L'ère des constitutions écrites
- 2/ La Constitution démocratique

3/ La distinction entre loi constitutionnelle et loi ordinaire

4/ Le contrôle de la constitutionnalité des lois

## **§ 2 – Le fédéralisme et la séparation des pouvoirs entre la Fédération et les Etats fédérés**

### *A – LE PROBLEME DE LA NATURE DE LA FEDERATION*

1/ Le projet de Virginie (Randolph)

2/ Le plan du New-Jersey

3/ Compromis du Connecticut

### *B – FEDERALISTES ET ANTIFEDERALISTES*

1/ Les antifédéralistes

2/ Les fédéralistes

3/ La ratification

4/ L'interprétation de la Constitution

5/ Les résolutions du Kentucky et de la Virginie de 1798 et 1799

## **§ 3 – Régime présidentiel et séparation des pouvoirs**

### *A – LA PROCEDURE D'IMPEACHMENT*

1/ Le principe de l'irresponsabilité politique du Président

2/ La procédure d'impeachment

3/ Une procédure politique qui reste exceptionnelle

### *B – LES MECANISME DE LA COLLABORATION DES POUVOIRS DANS LA CONSTITUTION DE 1787*

1/ Indépendance organique et interdépendance fonctionnelle : checks and balances

2/ Les fonctions du Congrès

3/ Les fonctions du Président

## **SECTION III - LA SEPARATION DES POUVOIRS EN FRANCE**

### **§ 1 – De la monarchie absolue à la monarchie constitutionnelle**

## *A – Des Etats généraux à l'Assemblée constituante*

- 1/ Rappel des caractéristiques de la monarchie absolue
- 2/ Le conflit avec les Parlements
- 3/ La convocation et la réunion des Etats généraux
- 4/ De la souveraineté de droit divin à la souveraineté nationale
- 5/ Sieyès, théoricien de la souveraineté nationale
- 6/ De l'assemblée nationale à l'assemblée constituante

## *B – L'oeuvre de l'assemblée constituante*

- 1/ Abolition des privilèges et déconstitution de la féodalité
- 2/ La Déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen
- 3/ La question du veto royal
- 4/ L'argumentation favorable au veto
- 5/ L'argumentation opposée au veto
- 6/ La réforme judiciaire

## **§ 2 – La République jacobine**

### *A – L'abolition de la royauté et la proclamation de la République une et indivisible*

- 1/ La fuite du roi (20-21 juin 1791)
- 2/ La proclamation de la République

### *B – La rédaction de la Constitution de 1793*

- 1/Le premier projet constitutionnel du 15 février 1793 (Condorcet)
- 2/ La Chute des Girondins
- 3/La Constitution du 24 juin 1793 ou Constitution de l'an I

### *C – La Dictature de la Convention de juin 1793 au – 9 thermidor an II (27 juillet 1794)*

- 1/ La suspension de la Constitution (10 octobre 1793)
- 2/ La dictature de la Convention

- 3/ La dictature du Comité de Salut public
- 4/ La dictature personnelle de Robespierre
- 5/ Les mesures de Salut public
- 6/ La terreur
- 7/ La chute de Robespierre

*D – La Constitution de l’an III – Le Directoire (5 fructidor an III – 22 août 1795)*

- 1/ La séparation des pouvoirs dans la Constitution de 1795
- 2/ La restriction du droit de suffrage

*E– La Constitution de l’an VIII : Le Consulat (22 frimaire an VIII – 13 décembre 1799)*

- 1/ Le projet de Sieyès
- 2/ Le projet de Bonaparte

**§ 3 – La naissance du régime parlementaire en France (1814-1848)**

*A – La Restauration*

- 1/ Les principes de la Charte de 1814
  - a/ Le projet du Sénat d’une monarchie constitutionnelle
  - b/ Le projet de Louis XVIII d’une monarchie limitée
  - c/ La logique de l’octroi
- 2/ L’introduction des règles non écrites et non dites du régime parlementaire
  - a/ Par les ultras
  - b/ Suite aux Cent jours
  - c/ La controverse sur les conséquences de l’article 13 de la Charte

*B – Le conflit constitutionnel et la Révolution de 1830*

- 1/ La tentative de retour à l’Ancien Régime de Charles X
- 2/ Les Trois glorieuses et la fin de la Restauration monarchique
  - a/ La dissolution de la Chambre et ses conséquences



b/ Le recours aux ordonnances de nécessité

c/ La Révolution de juillet

*C – La Monarchie de juillet*

1/ La révision de la Charte

2/ Le fondement du pouvoir du monarque

3/ Le régime parlementaire sous la Monarchie de juillet

4/ L'Orléanisme ou le gouvernement de la Raison

5/ Le divorce entre la France légale et la France réelle

6/ La campagne des banquets et l'effondrement du régime

#### **§ 4 – La deuxième République, le suffrage universel et la naissance de l'Etat social (1848 – 1852)**

*A – La Révolution de 1848*

1/ La Révolution en Europe

2/ La Révolution en France

*B - L'institution du suffrage universel*

1/ Un suffrage universel masculin

2/ La question du vote des femmes

3/ La résistance au suffrage universel

a/ Les résistances conservatrices

b/ Le paradoxe du suffrage universel

c/ La théorie de l'impôt solidarité et le suffrage universel

*C – La Constitution de 1848*

1/ La Déclaration des droits

a/ Droits naturels

b/ Droits sociaux

c/ Les devoirs

2/ Le régime présidentiel

a/ Le président de la République

b/ Une assemblée unique

*D – La fin de la IIe République*

1/ Le conflit constitutionnel entre le PR et l'assemblée législative.

2/ Le coup d'état

3/ Le plébiscite du 21 décembre 1851

4/ La restauration de l'empire

## **Deuxième partie – Droit public français depuis la IIIe République**

### **Chapitre 1 – L'idée républicaine en France à partir de 1880**

#### **Section 1 – La restauration de la République**

##### **§ 1 – La naissance de la République parlementaire**

###### ***A – Les débuts de la IIIe République***

1/ La chute du Second empire

2/ Les débuts difficiles de la IIIe République

3/ Le Gouvernement de l'ordre moral

###### ***B – Les lois constitutionnelles de 1875***

1/ L'amendement Wallon

**[Je signale ici la belle page de la section "Histoire et Patrimoine" du site de l'Assemblée nationale consacrée à l'amendement Wallon.](#)**

2/ Les lois constitutionnelles de 1875

3/ Les élections de 1876

##### **§ 2 – L'affirmation du principe républicain**

###### ***A - La crise du 16 mai 1877 et ses conséquences***

1/ L'affirmation par la Chambre d'un droit de regard sur la composition du Gouvernement

2/ La dissolution de la Chambre des députés

3/ Les élections des 14 et 28 octobre 1877

4/ La constitution Grévy et le parlementarisme absolu

### ***B – La constitutionnalisation du régime républicain***

1/ L'inscription de la forme républicaine du Gouvernement dans la Constitution

2/ L'inscription du contenu des principes républicains dans les lois

### **§ 3 – De la légalité à la légitimité républicaine**

#### ***A - Les actes constitutionnels de 1940***

1/ Le vote des pleins pouvoirs au Maréchal Pétain par l'Assemblée nationale

2/ L'abrogation de la République par le Maréchal Pétain

#### ***B – L'ordonnance du 9 août 1944 sur le rétablissement de la légalité républicaine***

[Voir Jean-Marc Sauvé, "Rétablir la légalité républicaine", Conseil d'Etat, 2014.](#)

1/ De la légalité à la légitimité républicaine

2/ La doctrine gaullienne de l'inexistence juridique du régime de Vichy

3/ L'abandon de la doctrine de l'inexistence juridique du régime de Vichy

### **Section 2 – La République laïque**

#### **§ 1 – La séparation des Ecoles et de l'Eglise catholique**

##### ***A - La question scolaire***

1/ L'éducation du souverain

2/ L'organisation de l'enseignement par l'Eglise

3/ La tentative révolutionnaire pour émanciper l'éducation élémentaire de la tutelle de l'Eglise catholique

4/ L'université napoléonienne

5/ La loi Falloux de 1850

##### ***B - Les lois Ferry***

- 1/ Enraciner la République par l'école
- 2/ La morale sans Dieu
- 3/ Les lois scolaires de Jules Ferry
- 4/ La dissolution des congrégations enseignantes
- 5/ Les limites de la liberté de l'enseignement

## **§ 2 – La séparation des Eglises et de l'Etat**

[Voir le film de François Hanss, La séparation, 2005, sur La chaîne parlementaire.](#)

### ***A - Le système concordataire et le droit public ecclésiastique***

- 1/ Définition du droit public ecclésiastique
- 2/ Le contrôle de la vie religieuse par l'Etat

### ***B - La loi de 1905 et la séparation des Eglises et de l'Etat***

- 1/ Les différents projets de séparation des Eglises et de l'Etat
- 2/ La loi du 9 décembre 1905
- 3/ La police des cultes
- 4/ La laïcité devient un principe à valeur constitutionnelle

## **§ 3 – La neutralité religieuse du service public**

### ***A – La neutralité des agents des services publics***

- 1/ La laïcisation des personnels de l'enseignement public
- 2/ Le devoir de laïcité de tous les agents publics
- 3/ Cette exigence ne s'impose pas dans l'enseignement supérieur

### ***B – Le problème de la rémunération des ministres du culte par l'Etat***

- 1/ Les services de l'aumônerie
- 2/ L'application du principe de la laïcité en l'absence du principe de la séparation des Eglises et de l'Etat
- 3/ La rémunération des ministres du culte en Alsace-Moselle

## **Chapitre 2 – La IVe République et les origines de la Ve République**

### **Section 1 – Brève histoire de la IVe République**

#### **§ 1 – Du Gouvernement provisoire de la République à la Constitution de 1946**

##### ***A – L'élection d'une nouvelle assemblée constituante***

- 1/ Le référendum et les élections du 21 octobre 1945
- 2/ La loi constitutionnelle du 2 novembre 1945
- 3/ Le mandat de l'assemblée constituante

##### ***B – Le travail de la constituante***

- 1/ L'échec de la première assemblée constituante
- 2/ Le projet de la seconde constituante

##### ***C – Présentation de la Constitution de 1946***

- 1/ Le préambule de la Constitution de 1946
- 2/ Les principes de la Constitution 1946

#### **§ 2 – L'échec de la IVe République**

##### ***A – l'échec de la rationalisation du parlementarisme***

- 1/ Le régime parlementaire rationalisé
- 2/ L'échec de la rationalisation

##### ***B – La guerre d'Algérie***

- 1/ La question coloniale après la Révolution française
- 2/ L'organisation politique de l'Algérie
- 3/ La guerre d'Algérie

#### **§ 3 – Le retour au pouvoir du général de Gaulle**

**[Voir: Naissance de la Ve République. Mai 1958. Sur France Archive \(portail national des archives\)](#)**

##### ***A – La crise politique du printemps 1958***

- 1/ Le coup d'Etat démocratique

2/ L'appel au général de Gaulle

### ***B – De la présidence du Conseil à la présidence de la République***

1/ Le général de Gaulle, dernier président du Conseil de la IV<sup>e</sup> République

2/ L'accession du général de Gaulle à la présidence de la République

## **Section 2 – La transition constitutionnelle de la IV<sup>e</sup> à la V<sup>e</sup> République**

### **§1 – Les sources d'inspiration de la constitution de 1958**

#### ***A – Les idées constitutionnelles du général de Gaulle***

##### [Le discours de Bayeux](#)

1/ La réforme intérieure de l'Etat

2/ La restauration de la grandeur de la France

#### ***B – Les sources d'inspiration non gaulliennes de la Constitution***

### **§ 2 – L'exercice du pouvoir constituant de la loi constitutionnelle du 3 juin 1958 au référendum du 28 septembre 1958**

#### ***A – Le vote des pleins pouvoirs au Gouvernement***

1/ La législation par ordonnance

2/ Les pouvoirs spéciaux accordés au Gouvernement en Algérie.

#### ***B – La loi constitutionnelle du 3 juin 1958***

1/ Le mandat constitutionnel

2/ Contenu de la loi constitutionnelle du 3 juin 1958

#### ***C – La procédure d'adoption de la Constitution***

1/ De la révision de la Constitution de 1946 à l'adoption d'une nouvelle Constitution de 1958

2/ Les résultats du référendum du 28 septembre 1958

## **[Dossier sur la Constitution de 1958, France Archive](#)**

## **Chapitre 3 – Les grands principes structurant la Constitution de 1958**

### **Section 1 – La Communauté française**

## **§ 1 – De l'Union française à la Communauté française**

- 1/ L'expansion coloniale (1875-1914)
- 2/ L'Union française
- 3/ La maintien d'un statut en fait inégalitaire

## **§ 2 – La naissance de la Communauté française**

### ***A – L'inscription de la Communauté française dans la Constitution***

- 1/ Le projet de la Fédération française
- 2/ La Communauté française dans le texte de la Constitution
- 3/ Les dispositions effacées du texte de la Constitution

### ***B – L'organisation de la Communauté française***

- 1/ Le sens du référendum dans les TOM
- 2/ L'évolution de l'interprétation du texte initiale

### ***C/ La résolution de la question algérienne***

- 1/ L'Algérie française
- 2/ L'infléchissement de la résolution initiale
- 3/ L'ambiguïté des résultats du référendum du 28 septembre 1958 en Algérie
- 4/ Le problème algérien après la fin de la Communauté française
- 5/ Vers l'indépendance de l'Algérie

## **Section 2 – La réorganisation des pouvoirs de la République française**

### **§ 1 – Les principes de la légitimité républicaine dans la Constitution de 1958**

#### ***A – Le préambule de la Constitution***

- 1/ La référence à la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen
- 2/ La référence au préambule de la Constitution de 1946
- 3/ La référence à la Charte de l'environnement
- 4/ Le préambule a aujourd'hui une valeur constitutionnelle opposable au législateur

## ***B – Les premiers articles de la Constitution***

1/ Le principe d'indivisibilité

2/ Le principe de laïcité

3/ Le principe démocratique

4/ Les principes sociaux

5/ Le principe d'égalité

## **§ 2 – La réforme des pouvoirs dans l'Etat**

### ***A – Le renforcement de la fonction présidentielle***

1/ La restauration de l'autorité dans l'Etat

2/ Le Président de la République, gardien de la Constitution

### ***B – L'achèvement du parlementarisme rationalisé***

1/ La constitutionnalisation du droit parlementaire

2/ La distinction du domaine de la loi et du règlement

### ***C – La mise en oeuvre de l'Etat de droit***

1/ L'établissement d'une hiérarchie des normes

2/ La création d'un Conseil constitutionnel

3/ La naissance d'un contrôle de la constitutionnalité des lois

## **Chapitre 4 – Le Président de la République sous la Ve République**

### **Section 1 – Désignation**

#### **§ - 1 – Evolution des règles générales de l'élection du PR**

##### ***A – L'élection du Président de la République au suffrage universel direct***

1/ Le système originel

2/ L'élection au suffrage universel

##### ***B – Le choix du quinquennat***

1/ La révision de la Constitution



2/ L'enjeux de l'abaissement de la durée du mandat présidentiel

3/ La limite du cumul des mandats dans le temps

### ***C – La légitimité du Président de la République***

1/ L'émancipation de la fonction présidentielle de la tutelle du Parlement

2/ le caractère structurant de l'élection présidentielle

## **§ 2 – L'organisation de l'élection présidentielle**

### ***A – Les conditions d'éligibilité***

1/ Les règles d'éligibilité

2/ La règle des 500 signatures

3/ La publicité des parrainages

4/ Critiques du système du parrainage

### ***B – Le déroulement des opérations***

1/ Le calendrier de la campagne

2/ Le calendrier 2022

3/ La vacance et l'empêchement

4/ L'élection du Président

### ***C – L'accès aux médias***

1/ Première période: équité

2/ Deuxième période: équité renforcée

3/ Troisième période: égalité

4/ La période de réserve

5/ La délicate question du président sortant candidat à sa propre réélection

### ***D – Le financement de la campagne***

1/ Limitation du montant des dépenses

2/ Point de départ de la prise en compte du financement

3/ Financement par l'Etat d'une partie des frais de campagne

### ***E/ Le contrôle de la régularité de l'élection du Président de la République***

1/ Le Conseil constitutionnel et le contrôle de la régularité de l'élection présidentielle

2/ Le Conseil constitutionnel, juge électora

## **Section 2 – les pouvoirs du président de la République**

### **§ 1 – Le gardien de la Constitution**

#### ***A – Le fondements constitutionnels des pouvoirs de gardien de la Constitution et des institutions***

1/ le gardien de la Constitution

2/ Le gardien de l'indépendance de l'autorité judiciaire

#### ***B – Le recours à l'art. 16***

1/ La suspension de la Constitution

2/ Une compétence à la seule appréciation du P.R.

3/ Un pouvoir mal contrôlé

4/ La timide réforme de 2008

5/ La tentative avortée de constitutionnalisation de l'état d'urgence

### **§ 2 – Prérogatives d'action directe**

#### ***A – Les pouvoirs civils intérieurs***

1/ Nomination et démission des membres du gouvernement (article 8)

a/ La nomination du Premier ministre

b/ La nomination du gouvernement

c/ La démission du gouvernement

2/ La présidence du Conseil des ministres (article 9)

a/ Le rôle du Conseil des ministres

b/ La composition du Conseil des ministres

2/ Les pouvoirs du président de la République au sein du Conseil des ministres (art.13)

a/ Les ordonnances

b/ Les décrets réglementaires

c/ Le pouvoir de nomination du président de la République

3/ La promulgation des lois et la ratification des traités

4/ Relations du président de la République avec le Parlement

a/ Le cérémonial chinois

b/ La codification des relations du président de la République et du Parlement

c/ La révision de 2008

### ***B – Le droit de grâce***

1/ Distinction de la grâce et de l'amnistie

2/ L'exercice du droit de grâce

3/ La procédure du droit de grâce

4/ Les critiques du droit de grâce

5/ La réforme du droit de grâce de 2008

### ***C – Les pouvoirs diplomatiques***

1/ Le domaine réservé du président de la République

2/ Le président de la République, représentant de la France sur la scène internationale

3/ La ratification des traités

### ***D – Les pouvoirs militaires***

1/ La dispersion apparente des compétences militaires entre les organes de l'Etat

2/ L'habilitation apparente du Premier ministre à diriger les forces armées

3/ La responsabilité supérieure du président de la République

4/ L'engagement des forces nucléaires

5/ La clarification des compétences du P.R. par le Conseil constitutionnel

### **§ 3 – Les prérogatives d'action indirecte**

#### ***A – Le droit de prononcer la dissolution de l'Assemblée nationale***

1/ La dissolution comme sanction

2/ La dissolution comme instrument d'ajustement des majorités présidentielle et parlementaire

3/ La dissolution à l'anglaise

#### ***B – Le référendum***

1/ Le référendum, instrument de démocratie directe

2/ Le risque de dérive plébiscitaire

3/ Le référendum d'initiative partagée

4/ La question du référendum populaire (ou d'initiative citoyenne)

#### ***C – La demande d'une nouvelle délibération de la loi***

1/ Un droit de veto aux petits-pieds ?

2/ Une prérogative précédant la promulgation

#### ***D – La saisine du Conseil constitutionnel***

1/ En vue de contrôler la constitutionnalité d'une loi

2/ En vue de contrôler la constitutionnalité d'un traité

#### ***E – La demande de révision de la Constitution***

1/ La procédure normale de révision de la Constitution

2/ La procédure dérogatoire

### **Section 3 – La responsabilité du président de la République**

#### **§ 1 – L'évolution de la responsabilité politique du PR**

##### ***A - La pratique gaullienne***

1/ Le président de la République est politiquement responsable devant le peuple lors du référendum

2/ Le président de la République est politiquement responsable devant le peuple lors des élections législatives

3/ La démission du général de Gaulle à la suite de l'échec du référendum de 1969

### ***B – L'évolution de la pratique après de Gaulle***

1/ L'échec aux élections législatives ne conduit plus à la démission du président de la République

2/ L'échec au référendum ne conduit pas à la démission du président de la République

## **§ 2 – L'évolution de la responsabilité pénale du P.R.**

### ***A – Une responsabilité pénale à l'origine exceptionnelle***

1/ L'irresponsabilité pénale de principe du président de la République

2/ La question de la responsabilité pénale du président de la République en dehors de ses fonctions

### ***B – La transformation de la responsabilité du président de la République en 2007***

1/ L'introduction d'une procédure de destitution du président de la République

2/ La notion de « manquement à ses devoirs manifestement incompatibles avec l'exercice de son mandat »

### ***C – La responsabilité pénale du président de la République devant la Cour pénale internationale***

1/ La Cour pénale internationale

2/ Les compétences de la Cour pénale internationale.

3/ La constitutionnalisation de la Cour pénale internationale

## **Chapitre 5 – Le Gouvernement et le Premier ministre**

### **Section I – La formation et action du Gouvernement**

#### **§ 1 – La formation du Gouvernement**

##### ***A – Le choix du Premier ministre et la composition du Gouvernement***

##### **Composition du Gouvernement au 4 juillet 2022**

1/ La liberté de choix du président de la République

- 2/ En période de cohabitation
- 3/ La démission du Gouvernement
- 4/ La détermination du nombre de ministères
- 5/ Le choix des membres du Gouvernement

### ***B – Le statut des ministres et des membres du Gouvernement***

- 1/ Les ministres ne sont pas des représentants
- 2/ Le régime des incompatibilités
- 3/ Les différentes catégories de membres

## **§ 2 – Les pouvoirs d'action du Gouvernement**

### ***A – La double dimension politique et administrative de la fonction gouvernementale***

- 1/ Le Gouvernement détermine et conduit la politique de la Nation
- 2/ La dimension administrative de la fonction gouvernementale

### ***B – Les pouvoirs du Premier ministre***

- 1/ L'ambiguïté de la fonction du Premier ministre
- 2/ La direction de l'activité gouvernementale
- 3/ L'exécution des lois
- 4/ L'exercice du pouvoir réglementaire

## **Section 2 – Le Gouvernement législateur**

### **§ 1 – Les compétences législatives du Gouvernement**

#### ***A – La distinction du domaine de la loi et du règlement***

- 1/ L'article 34 définit le domaine de la loi
- 2/ L'article 37 définit la compétence de principe du Gouvernement et les moyens de les faire respecter

#### ***B – Les ordonnances de l'article 38***

- 1/ Le droit de recourir aux ordonnances

2/ Une procédure codifiée

3/ La fréquence du recours aux ordonnances de l'article 38

4/ Les critiques du droit d'ordonnance

## **§ 2 – Les prérogatives du Gouvernement dans la procédure législative**

### ***A – Initiative des lois***

1/ L'initiative de la loi

2/ Le droit d'amendement

### ***B – Prérogatives d'ordre du jour***

1/ Première rédaction (1958-2008)

2/ Deuxième rédaction (depuis 2008)

### ***C - La limitation de la durée d'examen par le Parlement d'une loi de sécurité sociale***

["Réforme des retraites et article 47-1 de la Constitution: coup de génie politique ou détournement de procédure?"](#)

### ***D – Vote bloqué***

### ***E - L'engagement de responsabilité du Gouvernement sur le vote d'un texte***

1/ La décision d'engager la responsabilité du Gouvernement sur un texte

2/ Conséquences de cette décision

## **Section 3 – La responsabilité du Gouvernement et des membres du Gouvernement**

### **§ 1 – La responsabilité politique des membres du Gouvernement**

#### ***A – Les hypothèses de mise en œuvre de la responsabilité du Gouvernement devant l'AN***

1/ Vérification du contrat de majorité (49,1)

2/ Motion de censure (49,2)

3/Engagement de la responsabilité sur un texte (49,3)

4/ Demande de confiance au Sénat

***B – Le fait majoritaire, limite à la mise en cause de la responsabilité politique du Gouvernement***

- 1/ La notion de fait majoritaire
- 2/ Le caractère imprévu du fait majoritaire
- 3/ Les effets du fait majoritaire

**§ 2 – La responsabilité pénale des membres du gouvernement et du personnel politique**

***A – Le privilège de juridiction des membres du Gouvernement***

- 1/ Actes accomplis en dehors de leurs fonctions
- 2/ Actes accomplis dans l'exercice de leurs fonctions
- 3/ L'affaire du sang contaminé
- 4/ La criminalisation de la responsabilité des gouvernants

***B – Le projet de suppression de la Cour de justice de la République***

**Chapitre 6 – Le Parlement**

**Section 1 – Structure et composition du Parlement**

**§ 1 – La composition des assemblées parlementaire**

***A – L'élection des députés***

- 1/ Mode de scrutin et caractères de l'élection
- 2/ Election locale, mandat national
- 3/ Les circonscriptions
- 4/ La durée du mandat
- 5/ Les conditions de candidature et d'éligibilité
- 6/ Les inéligibilités et les incompatibilités
- 7/ La campagne électorale et son financement
- 8/ Le contentieux de l'élection
- 9/ Le contentieux du financement des élections législatives



## ***B – L'élection des sénateurs***

- 1/ L'élection au suffrage universel indirect
- 2/ Les grands électeurs
- 3/ Les modes de scrutin
- 4/ Des dépenses de campagne moins encadrées que pour les législatives

## **§ 2 – Le mandat parlementaire**

### ***A – La nature du mandat***

- 1/ Le mandat représentatif ou national
- 2/ L'interdiction du mandat impératif
- 3/ La cessation du mandat

### ***B – Les garanties entourant le mandat***

- 1/ Les immunités parlementaires
- 2/ L'irresponsabilité
- 3/ L'inviolabilité

## **§ 3 – Le régime des sessions parlementaires**

### ***A - La session ordinaire***

- 1/ La révision constitutionnelle de 1995
- 2/ La session unique

### ***B – Les sessions extraordinaires***

### ***C - Les sessions de droit***

### ***D – La limitation du nombre de réunions parlementaires***

## **§ 4 – Les groupes parlementaires à l'Assemblée nationale**

### ***A – L'organisation des groupes parlementaires***

- 1/ Les règles de constitution des groupes politiques
- 2/ L'organisation interne des groupes politiques

## ***B – Le rôle des groupes politiques dans le fonctionnement de l'Assemblée nationale***

- 1/ La représentation des groupes politiques au Bureau et dans les commissions
- 2/ La participation aux débats en séance publique
- 3 Le rôle des présidents des groupes politiques
- 4/ Les droits spécifiques reconnus aux groupes d'opposition et minoritaires

## **§ 4 – Les rôles des commissions parlementaires**

### ***A – Les commissions permanentes et les commissions spéciales***

- 1/ Les commissions permanentes
- 2/ La fonction législative des commissions permanentes
- 3/ Le recours aux commissions spéciales
- 4/ La commissions mixte paritaire

### ***B – Les commissions d'enquête***

- 1/ Fonctions d'une commission d'enquête
- 2/ Fonctionnement des commissions d'enquête

## **Section 2 – Compétences, fonctionnement du Parlement**

### **§ 1 – L'exercice de la fonction législative**

#### ***A - Le dépôt du texte***

- 1/ L'initiative
- 2/ Etude d'impact

#### ***B - L'examen en première lecture***

- 1/ L'examen en commission
- 2/ L'inscription à l'ordre du jour
- 3/ L'examen en séance publique

#### ***C - La navette parlementaire***

- 1/ Le texte est voté dans les mêmes termes par les deux assemblées

2/ Le recours à la commission mixte paritaire

3/ Le dernier mot est donné à l'Assemblée nationale

## **§ 2 – Le contrôle du Gouvernement par le Parlement**

### ***A – Le rôle de l'opposition dans une démocratie parlementaire pluraliste***

1/ La protection de l'opposition politique

2/ La perspective de l'alternance parlementaire, garantie du système démocratique

### ***B – Les moyens de contrôle à la disposition du Parlement***

1/ Les questions au Gouvernement

2/ Les commissions d'enquêtes

3/ Le contrôle de l'élaboration du droit communautaire

## **Chapitre 7 – Le Conseil constitutionnel**

### **Section 1 – La naissance et l'organisation du Conseil constitutionnel**

#### **§ 1 – L'idée de justice constitutionnelle en France**

##### ***A – Le problème du juge de la loi***

##### ***B – La timide tentative du Comité constitutionnel***

#### **§ 2 – La création du Conseil constitutionnel**

##### ***A – La composition du Conseil constitutionnel***

1/ Les membres nommés

2/ Le Conseil constitutionnel comprend des membres de droit, à vie

3/ Les modes de nominations du Conseil constitutionnel sont aujourd'hui discutés.

##### ***B – Les compétences du Conseil constitutionnel***

1/ Contenir le Parlement dans le cadre de sa compétence

2/ Une compétence d'attribution énumérée par la Constitution

3/ Les autorités de saisine du Conseil constitutionnel

4/ Deux évolutions notables du droit de saisine en matière de contrôle de la constitutionnalité de la loi (61,2) et des traités (54)

## **§ 2 – Nature et effets des jugements du Conseil constitutionnel**

### ***A – Les types de décision***

### ***B – Effets juridiques des décisions***

## **Section 2 – L'évolution du rôle du Conseil constitutionnel**

### **§ 1 – Surveiller le Parlement et protéger l'Exécutif**

#### ***A – Empêcher le Parlement de contourner la Constitution***

1/ Les lois ou ordonnances organiques.

2/ Les règlements des assemblées parlementaires

#### ***B – Empêcher le Parlement de sortir du domaine de sa compétence***

1/ La procédure du déclassement d'un texte en forme législative

2/ La procédure dans le cadre d'une irrecevabilité

#### ***C – Surveiller l'accession au mandat du Parlementaire***

1/ Le contentieux de l'élection

### **§ 2 – Protéger la Constitution et les droits fondamentaux**

#### ***A – L'extension des normes de références***

1/ La question de la valeur du Préambule de la Constitution de 1958

2/ Une évolution à l'initiative du Conseil constitutionnel

#### ***B – La découverte des PFLR***

1/ Origines des PFLR

2/ L'exploitation de cette ressource par le Conseil d'Etat

Conseil d'Etat - Arrêt du 11 juillet 1956, Amicale des Annamites de Paris

Conseil d'Etat - Arrêt du 3 juillet 1996, Koné

3/ L'exploitation de cette ressource par le Conseil constitutionnel

1) La liberté d'association (71-44 DC du 16 juillet 1971)

2) Le respect des droits de la défense (76-70 DC, 2 décembre 1976)

- 3) La liberté individuelle (76-75 DC du 12 janvier 1977)
  - 4) Liberté d'enseignement (77-87 DC du 23 novembre 1977)
  - 5) La liberté de conscience (77-87 DC du 23 novembre 1977)
  - 6) L'indépendance de la juridiction administrative (80-119 DC du 22 juillet 1980)
  - 7) L'indépendance des professeurs d'université (83-165 DC du 20 janvier 1984)
  - 8) Délimitation de la compétence constitutionnelle des juridictions administratives (86-224 DC du 23 janvier 1987)
  - 9) La compétence de l'autorité judiciaire en matière de protection de la propriété immobilière privée (89-256 DC du 25 juillet 1989)
  - 10) La recherche du relèvement éducatif et moral des enfants délinquants par des mesures adaptées (2002-461 DC du 29 août 2002)
  - 11) Maintien de la législation des départements d'Alsace et Moselle tant qu'elle n'est pas remplacée (2011-157 QPC du 5 août 2011, Société SOMODIA)
- 4/ Les critères d'identification d'un PFLR selon le Conseil constitutionnel

Décision 2013-669 du 17 mai 2013 Mariage pour tous, trois nouvelles conditions ont été dégagées.

### ***C - L'extension du droit de saisine***

- 1/ Le droit de saisine de l'opposition politique (1974 et 1992)
- 2/ Le droit de saisine du justiciable dans le cadre d'une QPC

### ***D - Les limites du contrôle de constitutionnalité des lois***

- 1/ Le Conseil constitutionnel et la loi promulguée
- 2/ Le Conseil constitutionnel et la loi référendaire
- 3/ Le Conseil constitutionnel et la loi constitutionnelle
- 4/ Le Conseil constitutionnel et le traité ratifié

## **Chapitre 8 – L'intégration de la France dans un ordre juridique international**

**(Pas de sections dans ce chapitre)**

### **§ 1 – Le statut du droit international en droit interne**

#### ***A – La primauté relative du traité sur la loi***

- 1/ Décision n° 74-54 DC du 15 janvier 1975, IVG
- 2/ Cour Cass. 24 mai 1975, Société des Cafés Jacques Vabre
- 3/ CE 20 octobre 1989, Nicolo
- 4/ Extension de la solution au droit communautaire dérivé  
Conseil d'Etat 24 septembre 1990, Boisdet
- 5/ Le contrôle de la réciprocité  
CE, Ass., 29 mai 05 1981, Rekhou  
CE, 9 juillet 2010, Mme Cheriet-Benseghir

### ***B – La primauté absolue de la constitution sur le traité***

- 1/ Décision n° 92-308 DC du 9 avril 1992 (Maastricht 1)  
Décision n° 97-394 DC du 31 décembre 1997 (Amsterdam)  
Décision 2007-560 DC du 20 décembre 2007 (Lisbonne)
- 2/ Décision n° 99-412 DC du 15 juin 1999 (Charte régionale des langues)
- 3/ Conseil d'État, 3 juillet 1996, Moussa Koné
- 4/ Conseil d'Etat, Ass., 30 octobre 1998, Sarran et Levacher  
Cour de Cassation 2 juin 2000, Mlle Fraisse

### **§ 2 – Le statut particulier de certains traités**

#### ***A – Le Statut de Rome instituant une Cour pénale internationale***

- 1/ L'abandon de la réserve de réciprocité en matière de protection des droits fondamentaux  
CC 98-408 DC du 22 janv. 1999, cons. n° 12

- 2/ La création de la Cour pénale internationale et le problème de la souveraineté

#### ***B – La constitutionnalisation de l'appartenance à l'Union européenne dans la Constitution***

- 1/ L'intégration des traités de l'Union européenne dans la Constitution
- 2/ Le contrôle de la loi par rapport au traité de l'Union européenne par le Conseil constitutionnel

### **§ 3 – La primauté du droit européen à l'épreuve de la doctrine de la réserve de la souveraineté de l'Etat**

#### ***A – La constitutionnalisation de l'ordre juridique de l'Union européenne***

1/ Une union sans cesse plus étroite entre les peuples de l'Europe

2/ L'idée de constitution européenne

3/ Le caractère supranational de l'ordre juridique européen

4/ L'autonomie de l'ordre juridique communautaire

CJCE du 16 juillet 1956, Fédéchar

CJCE du 5 février 1963, Van Gend et Loos

CJCE 15 juillet 1964, Costa c./ ENEL,

CJCE 23 avril 1986, Parti écologiste

5/ Le projet de traité établissant une Constitution pour l'Europe

#### ***B – La protection de l'identité constitutionnelle des Etats***

1/ La limite inhérente à l'identité constitutionnelle française

Décision 2004-496 DC du 10 juin 2004

Décision 2006-540 DC, 27 juillet 2006

Décision 2021-940 QPC du 15 octobre 2021, Société Air France

2/ La limite inhérente à l'ordre démocratique allemand

Cour constitutionnelle allemande du 5 mai 2020, Weiss

3/ La limite inhérente à l'identité constitutionnelle polonaise

Décision du Tribunal constitutionnel polonais du 7 octobre 2021

4/ La différence entre un ordre juridique fédéral et un ordre juridique confédéral

## **Chapitre 9 - Les collectivités territoriales**

### **Section 1 – Principe généraux de la décentralisation**

#### **§ 1 – Principes généraux de la décentralisation**

##### ***A - Centralisation, déconcentration, délocalisation, décentralisation***

- 1/ La centralisation
- 2/ La délocalisation
- 3/ La déconcentration
- 4/ La décentralisation
  - a/ La décentralisation territoriale
  - b/ La décentralisation fonctionnelle
  - c/ Les établissements publics territoriaux

### ***B - Le principe de libre administration des collectivités territoriales***

- 1/ Les différentes sortes de collectivités territoriales
- 2/ Libre administration et libre gouvernement
- 3/ Les compétences des collectivités territoriales
- 4/ Le contrôle de la libre administration des CT

### **§ 2 – Brève histoire de la décentralisation**

#### ***A - L'invention des communes et des départements***

- 1/ La réorganisation du territoire au service de la loi
- 2/ Le maintien des communes dans leur cadre traditionnel
- 3/ Les départements

#### ***B – Naissance et affirmation du principe décentralisateur***

- 1/ L'opposition des Jacobins et des Girondins
- 2/ L'œuvre centralisatrice de Napoléon
- 3/ Le mouvement décentralisateur sous la monarchie de Juillet
- 4/ L'amplification du mouvement décentralisateur sous la IIIe République
- 5/ Les grands principes de la loi municipale de 1884
- 6/ L'acte I de la décentralisation
- 7/ L'acte II de la décentralisation



8/ L'acte III de la décentralisation

## **Section 2 - Les différentes collectivités territoriales françaises**

### **§ 1 – Les collectivités territoriales métropolitaines**

#### ***A – Les collectivités de droit commun***

1/ Les communes

2/ Les départements

3/ Les régions

#### ***B – Les collectivités territoriales à statut particulier***

1/ Le droit local en Alsace-Moselle

2/ La collectivité européenne d'Alsace

3/ La collectivité corse

4/ Lyon métropole

5/ La Ville de Paris

### **§ 2 – Les collectivités territoriales d'Outre-mer**

#### ***A – Les départements et régions d'Outre-mer (DROM)***

1/ Les DROM

2/ L'adaptation du droit de la nationalité à Mayotte (et en Guyane française)

3/ La Guyane française

4/ La Polynésie française

#### ***B – Les collectivités d'Outre-mer (COM)***

1/ La transformation des TOM en COM

2/ Le principe de la spécialité législative

3/ La Nouvelle-Calédonie

4/ Les Terres australes et antarctiques françaises (TAAF)

### **§ 3 – Les établissements publics territoriaux**

***A – Les établissements de coopération intercommunale***

***B – Les métropoles***